

**CIBLE**

## Napolitano

**D**epuis les élections législatives de février, l'Italie est sans gouvernement. De surcroît, le mandat présidentiel étant arrivé à son terme, les députés, les sénateurs et des représentants des régions avaient à désigner le nouveau chef de l'État.

Les scrutins successifs ne firent qu'amplifier la crise politique : Romano Prodi, typique d'une gauche rendue à l'ultra-libéralisme, ne put rassembler une majorité à la suite de la « trahison » de grands électeurs du Parti démocrate.

En acceptant de faire un second mandat malgré son grand âge, Giorgio Napolitano, réélu le 20 avril, a sorti la classe politique d'une impasse. La crise italienne n'est pas résolue mais du moins le pays dispose d'une autorité qu'on dit « symbolique » mais qui n'est pas nulle. Le président de la République peut jouer un rôle d'arbitre qui implique des actes de médiation et qui désigne le chef de l'État comme ultime recours.

François Hollande, qui se comporte comme s'il était chef de gouvernement, prive la France de l'arbitre qui lui est indispensable. Il est bien tard pour qu'il se reprenne.

## HOLLANDE

# Un bilan consternant

### Ultra-libéralisme

**L'argent  
sans foi ni loi**

p. 6-7

### NAR

**Notre  
32<sup>e</sup> Congrès**

p. 10-11

# Lutter contre l'illettrisme

**Après des demandes réitérées, l'illettrisme est devenu une *Grande cause nationale* ce qui est une bonne nouvelle pour les associations de lutte contre ce handicap qui mènent des actions multiformes dans de très nombreux domaines.**

**E**n matière de diplômes, la France atteint aujourd'hui des sommets : 49 % des Français ont obtenu le bac ou des diplômes de l'enseignement supérieur, 38 % ont une formation moyenne, secondaire ou technique et seulement 12 % de nos concitoyens n'ont qu'une instruction primaire. Ce qui représente un progrès considérable par rapport aux Trente glorieuses, puisqu'en 1964 on ne comptait que 13 % de titulaires du bac ou plus. (1)

Il ne faudrait pas s'endormir sur ces lauriers puisque la France est confrontée à un scandale qui n'est jamais en première page des journaux : en 2011, parmi nos concitoyens qui ont entre 18 et 65 ans on compte 7 % d'illettrés, soit 2,5 millions de personnes - et ceci pour la seule métropole.

Grâce à Joseph Wresinski, fondateur d'ATD-Quart Monde, (2) nous savons depuis les années quatre-vingt

faire la distinction entre l'**analphabétisme** des personnes qui n'ont pas appris à lire, à écrire et à compter faute de scolarisation et l'**illettrisme**. Selon la définition officielle, l'illettrisme affecte « des personnes qui ont été scolarisées en France et qui n'ont pas acquis une maîtrise suffisante de la lecture, de l'écriture [...] pour être autonomes dans les situations simples de la vie courante. » Malgré la prolifération des images, nous lisons sans cesse : l'itinéraire de l'autobus, les horaires des trains, la posologie sur une boîte de médicament, les indications données par le distributeur automatique de billets... sans même évoquer l'inflation des courriers électroniques et des avertissements de toutes sortes placardés dans les bureaux et les usines. Et il faut pouvoir remplir un formulaire à la poste, établir un chèque, noter une adresse...

Ces illettrés, qui rencontrent des difficultés variables pour

lire, écrire et compter, ne sont pas nécessairement des marginaux. Sur les 2,5 millions d'adultes illettrés, on compte 1,8 millions de salariés qui sont particulièrement menacés au cas où de nouvelles techniques, impliquant le calcul et la lecture, viennent modifier leur travail. « Pour les plus jeunes, écrit Philippe Marchal, (3) la situation n'est pas plus rassurante : chaque année, 40 000 jeunes (4,1 % des appelés à la journée d'appel et de préparation à la défense) âgés de 17 ans se trouvent, à peine sortis de l'école, en situation d'illettrisme, 11 % ont des difficultés de compréhension d'un texte simple. » Comment pourront-ils s'informer et travailler dans un monde qui utilise de plus en plus les ordinateurs ?

Les causes de l'illettrisme sont nombreuses et variées. On peut subir ce handicap après avoir été bon lecteur dans la jeunesse ou après avoir vécu une enfance

heureuse. Il faut donc multiplier les actions dès la maternelle et l'école primaire puis informer et aider tous ceux qui veulent réapprendre ce qu'ils ont oublié : action dans les entreprises et en milieu rural, accès des détenus à la culture et aux savoirs de base, formation de base pour les demandeurs d'emploi...

Depuis 1984, l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI) coordonne l'action des différentes organisations. Le 1<sup>er</sup> mars 2013, le Premier ministre a attribué le label **Grande cause nationale** au collectif *Agir ensemble contre l'illettrisme* qui est fédéré par l'ANLCI. Ce label permet à des organismes à but non lucratif, qui organisent des campagnes faisant appel à la générosité publique, d'obtenir des diffusions gratuites sur les radios et les télévisions publiques. Chacun pourra ainsi mieux savoir que les illettrés ne sont pas condamnés par leur handicap : à tout âge, ils peuvent réapprendre à lire, à écrire et à compter.

**Jacques BLANGY**

(1) Cf. Hervé Le Bras & Emmanuel Todd - « **Le mystère français** », Seuil, 2013, prix franco : 21 €. 

(2) Le père Joseph Wresinski avait présenté en 1987 devant le Conseil Économique et Social le rapport « *Grande pauvreté et précarité économique et sociale* » qui eut un grand retentissement. Il y notait que « environ 7 % de chaque classe d'appelés au Service national maîtrisent mal la lecture et l'écriture. »

(3) Président du Syndicat de la Presse sociale, Philippe Marchal et le SPS mènent depuis vingt ans une lutte résolue contre l'illettrisme : <http://www.sps.fr>.

**royaliste**   
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND PEROUVEN

SOMMAIRE : p.2 : Lutter contre l'illettrisme - p.3 : Printemps pourri pour le Qatar... - p.4 : Sénat - La raison contre la tentation - p.5 : Une épée de Damoclès - p.6/7 : L'argent fou - p.8 : Le dernier shah - p.9 : Flaubert, miroir de son siècle - p.10/11 : Le 2<sup>e</sup> Congrès - p.12 : Editorial : Un an après.

RÉDACTION-ADMINISTRATION  
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris  
Téléphone : 01.42.97.42.57  
Télécopie : 01.42.96.99.20  
Dir. publication : Yvan AUMONT  
Com. paritaire 0514 G 84801  
ISSN 0151-5772

## Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Date de naissance : .....

Adresse internet : .....

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €)

☐ six mois (30 €)

☐ un an (50 €)

☐ soutien (120 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

# Printemps pourri pour le Qatar...

**On ne cesse de parler du Qatar et des troubles qu'il cause dans notre pays. Des achats massifs, une bien étrange convention fiscale obtenue de Nicolas Sarkozy et maintenant le possible rachat du *Printemps* Quelques éléments pour voir dans le nébuleux...**

**Q**atar, suite... les rapaces qataris ne savent pas s'arrêter. L'épisode de l'achat possible du *Printemps* montre une nouvelle fois leur nocivité. C'est une nouvelle fois Martine Orange qui pour Médiapart a levé un lièvre de bonne taille.

**Revenons aux sources.** Pour compléter son positionnement dans le secteur du luxe, le groupe Pinault-Printemps-La Redoute (PPR) décide en 2006 de se séparer des grands magasins du *Printemps*. Ils sont vendus pour un peu plus d'un milliard d'euros à un fonds d'investissement (RREEF) détenu majoritairement par la Deutsche Bank, banque qui en dépit de sa raison sociale est une banque privée. RREEF acquiert 70 % du capital de la société et les 30 % restants sont acquis par la famille Borletti, investisseurs italiens « habitués » en France. Il est à noter que l'achat se fait via une structure située au Luxembourg ce qui permet de rapatrier les bénéfices dans les meilleures conditions fiscales. Peut-être serait-il temps de s'interroger sur ce que nous coûtent nos amis luxembourgeois...

RREEF a toujours déclaré n'être que de passage dans l'affaire et que la perspective de son remplacement devrait être envisagée en 2014. Nous sommes en 2013 et les choses semblent devenues urgentes. Pourquoi donc ? Simplement parce que la reprise du *Printemps* s'est faite par deux structures distinctes : une accueillant l'activité et

l'autre l'immobilier. Or, il n'est un secret pour personne que l'immobilier menace fort de flancher à Paris. La crainte est telle que certains détenteurs de gros patrimoines semblent pressés de vendre au cours le plus haut avant un possible éclatement d'une bulle qui n'a jamais dit son nom : celle de l'immobilier d'entreprise dans la capitale.

Les acheteurs potentiels sont, sinon nombreux, au moins importants : le groupe des Galeries Lafayette et un investisseur chinois de premier plan. Le secteur de la distribution offre des marges bénéficiaires assez faibles mais il est toujours intéressant de se saisir d'une telle enseigne. Jusque-là, rien que de très banal, si ce n'est qu'à côté des acheteurs intéressés précités, le Qatar pointe une nouvelle fois le nez. Et de quelle façon !

**Pour faire simple,** le groupe Borletti a offert de racheter la participation allemande et détiendrait ainsi la totalité du capital. Or les Italiens n'ont pas l'argent nécessaire, il s'en faut d'assez loin. Et c'est là qu'intervient le Qatar qui a négocié un accord assez rocambolesque d'exclusivité, dûment monnayée, avec les Borletti qui disposent d'un droit de préemption classique sur les parts détenues par RREEF. Une structure, nommée French Properties, détenue par le fonds d'investissement Mayapan, lui-même détenu par le cheikh Al-Thani, chef de l'État qatari, est chargée d'acquérir la totalité du capital des deux structures *Printemps*, le tout valant au bas mot 1,6 milliard d'euros.

**Le flou commence là.** Cette première société a été créée dans une étude de notaires luxembourgeoise. Gens de biens habitués aux affaires discrètes (lisez louches) depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, époque à laquelle ils vendaient pour 100 000 francs (or) des titres pontificaux de Comte à des bourgeois français ravis. Les affaires se sont développées depuis...

Tout pourrait être simple dans cette affaire mais tout est entouré d'obscurité et de mensonges. Le Qatar avance masqué. Cela dénote l'état de décomposition des milieux financiers mus seulement par la plus grande cupidité. C'est que, désireux de s'approprier un maximum de choses, les Qataris s'embarrassent peu de morale et sont prêts à verser à quantité d'intermédiaires (banques, avocats, conseillers *Théodule*, etc.) des commissions rondellettes. Mise à part la volonté de faire du fric, on ne saisit pas bien l'intérêt de tous ces montages bizarres, toutes ces dissimulations, si ce n'est que le mobile est toujours le même : la prédation.

**Chacun ment à tous,** Borletti à certains de ses actionnaires non destinés à bénéficier des **épices**, le Qatar qui se planque alors qu'il est généralement moins discret, les intermédiaires subitement atteints de perte de mémoire. Et au milieu de tout cela une activité commerciale dont seuls les employés du *Printemps* se soucient parce que c'est eux qui en bout de course seront les victimes. François Hollande en mal de mesures qui fassent sens dans une période pourrie devrait bien y regarder d'un peu plus près et d'empêcher les pillards de poursuivre leur basses œuvres.

Charles GUÉMÉNÉ

## L'écho des blogs

La publication de son ouvrage *Le mystère français* écrit avec son compère Le Braz est l'occasion pour Emmanuel Todd d'accorder de nombreux entretiens ou d'être invité à débattre. En ce moment de grande confusion, de questionnement et de colère sa parole porte et c'est tant mieux. Mon conseil est d'écouter deux de ses interventions disponibles sur la Toile. Son passage à l'émission matinale de Jean-Jacques Bourdin (1) le 19 avril d'une part et son débat avec le philosophe Bernard Steigler à l'invitation de Médiapart (2) d'autre part.

Précisons que la meilleure des choses à faire est bien sûr de lire le livre. Questionné par Bourdin sur les mesures annoncées par le gouvernement Ayraut après le scandale Cahuzac, il réagit en ces termes « *Le vrai problème de la transparence en France, c'est cette interaction entre le haut de la fonction publique (tout particulièrement l'Inspection des finances et la Cour des comptes) et le système bancaire, on trouve une mafia de gens qui circulent de l'un à l'autre. Ce dont on a besoin, ce n'est pas une interdiction du cumul des mandats, c'est de rétablir des règles d'étalement entre haute fonction publique et système bancaire. Mon rêve serait que le Parlement nomme une commission d'enquête sur ces interactions entre haute finance publique et privée.* »

Todd fixe l'impératif de reprendre le contrôle de l'État. Se faisant toutefois de moins en moins d'illusions sur un « *hollandisme révolutionnaire* » tant « *la fébrilité et la panique règnent dans les classes dirigeantes* », il donne l'exemple du ministre Moscovici qui au moment de la crise de Chypre « *ne comprend même pas les accords qu'il signe à Bruxelles.* » Une prise de conscience est-elle encore possible pour voir Hollande et son gouvernement prendre les mesures attendues dont celle de sortir la France de l'euro ?

Todd me semble très proche de répondre par la négative.

François ENNAT

■ (1) <http://www.rmc.fr/editorial/371116/emmanuel-todd-la-notion-dausterite-est-vehiculee-par-des-pourris/>

■ (2) [http://www.dailymotion.com/video/xyrts0\\_en-direct-de-mediapart-le-debat-stiegler-todd\\_news#UXIq87XviFc](http://www.dailymotion.com/video/xyrts0_en-direct-de-mediapart-le-debat-stiegler-todd_news#UXIq87XviFc)

## Sénat

**E**n accélérant le vote de la loi Taubira, le gouvernement a provoqué la colère des opposants au « mariage pour tous » qui ont multiplié les manifestations. Ce n'est pas le seul point sur lequel les dirigeants socialistes veulent fuir le débat.

Le Medef n'a pas seulement dicté l'accord national inter-professionnel (ANI) de janvier : il veut que la loi en soit le reflet fidèle et menace le gouvernement de représailles si les parlementaires refusent d'obtempérer. Au Sénat, les communistes ont voulu résister à l'organisation patronale en déposant de nombreux amendements à un texte qui aggravera de multiples manières la condition des salariés.

Le gouvernement n'a pas accepté ce déroulement normal de l'activité parlementaire. Le 20 avril, il a demandé un vote bloqué qui empêche le vote amendement par amendement. Il a obtenu gain de cause grâce à l'abstention de la droite et des écologistes. Ins-crite au groupe socialiste, Marie-Noëlle Lienemann a eu le courage de voter contre et les sénateurs communistes ont à juste titre accusé le Parti socialiste d'avoir « *bradé le code du Travail et les droits des salariés* ».

Le combat continue puisqu'il y aura une seconde lecture au Sénat. Le projet de loi sera finalement adopté selon la volonté du Medef mais les électeurs se souviendront que le gouvernement, majoritaire dans les deux assemblées, a choisi le caporalisme en attendant de légiférer par voie d'ordonnances.

Sylvie FERNOY

# La raison contre la tentation

« *La politique devrait être une vocation [...] pour la plupart elle est un métier, un métier qui ne rapporte pas aussi vite que certains le souhaiteraient et qui exige de grosses mises de fonds* »... Ainsi s'exprime Jean Gabin dans *Le Président* (1961), bréviaire de tous ceux qui croient en la noblesse et l'utilité de la politique.

**D**éjà à l'époque où Georges Simenon écrivait le roman dont est tiré le film, et qui se termine moins bien, ces paroles semblaient passées de saison. Les affaires de corruption sont vieilles comme la politique. L'accession de la bourgeoisie au pouvoir a amené, dès la Révolution, des dévoiements. Qu'on l'accepte ou non, il est difficile de demander à ceux qui font de la politique d'oublier ce qu'ils sont pour ne penser qu'à l'intérêt général.

Si elle montre le dévoiement d'un homme, l'affaire Cahuzac n'en est pas moins symbolique d'un système politique qui a oublié jusqu'aux principes de base qui le fondent. La particularité de l'ancien ministre du Budget c'est qu'il a avoué. Combien d'autres, bien plus coupables que lui en fait, sourient en pensant que cette victime expiatoire va leur permettre d'échapper à toute espèce de sanction. Il est singulier et pour être exact assez dégoûtant de voir un individu comme Copé donner des leçons de morale - lui qui pratique avec une telle aisance le mélange des genres.

Au demeurant, rares sont ceux qui font de la politique sans essayer d'en tirer un profit. Que ce profit soit de simple *ego* n'aurait rien de grave : ce qui l'est c'est de considérer que la politique vous doit matériellement quelque chose en échange de votre engagement.

Les institutions ont été justement inventées pour mettre des

limites aux mauvais penchants. Ce qui nous arrive aujourd'hui démontre bien qu'elles sont forcément imparfaites et qu'elles méritent d'être adaptées à la situation nouvelle installée par le primat de l'argent sur toute autre forme de valeur personnelle et collective. La technicité qu'exige la gestion des collectivités territoriales et la conduite de départements ministériels a poussé à la professionnalisation. Pourtant, l'infrastructure administrative et des personnels généralement de grande qualité devraient permettre l'exercice du pouvoir par les citoyens comme l'exige le régime démocratique.

Le temps est venu aujourd'hui d'adapter notre système. Les **10 propositions** faites par François Bayrou ne sont pas à dédaigner. Le régime présidentiel que nous vivons et la transformation de fait du Parlement en chambre d'enregistrement nécessite de revoir les structures. Peut-être devrait-on revoir à la baisse le nombre des parlementaires et en finir avec une opacité, notamment financière dans la gestion quotidienne de l'Assemblée nationale et du Sénat. Il en va ainsi des « *réserves parlementaires* », facilités financières qui datent du temps révolu où l'exercice d'un mandat électif comportait quelque risque.

Le vieil émigré qui disait sous la Restauration que les députés finiraient par se faire élire de père en fils n'avait pas tort. La tendance à la **patrimonialisation** des mandats est ancienne. La perte du sens de l'intérêt

général la rend insupportable aujourd'hui. Il y a plusieurs années de cela, la NAR s'est prononcée pour un statut de l' élu et le non-cumul des mandats, tant en nombre qu'en durées cumulatives. L'exercice trop long d'une même charge conduit presque nécessairement à des pratiques douteuses. Nous n'avons pas changé d'avis. Tout comme pour ce qui a trait aux incompatibilités entre les mandats électifs et l'exercice de certaines professions.

Le temps et l'implication qu'exige la politique rendent étrange la pratique du conseil et le statut de député. Beaucoup d'élus se retrouvent grâce à ces « *petits arrangements* » n'être que les relais de groupes de pression tant puissants que cossus. Il faut porter attention à l'atmosphère. En temps de crise, il est aisé de s'en prendre à des élus dont on peut contester à la fois les inclinations politiques et les écarts de comportement.

Nul n'a jamais pensé que nous vivions dans un monde parfait. La vieille croyance anglaise que les « *vices privés font les vertus publiques* » est bien obsolète. Les temps qui viennent vont être difficiles. La sortie de bon nombre d'enquêtes dont une majeure sur la situation des Hauts-de-Seine (1) ne va rien arranger. Il va falloir raison garder et cela menace de n'être pas simple. La tentation française de *lessivage* et les intérêts immédiats de certaines formations politiques vont tendre fatalement les relations entre le peuple et les élites. La solution passe par la Loi et seulement par la Loi.

Pascal BEAUCHER

(1) Noël Pons & Jean-Paul Philippe - « **92 Connection** », Éd. Nouveau Monde, 2013, prix franco : 22 €. 

# Une épée de Damoclès

**La Haye victime de son succès ? La Cour Pénale Internationale (CPI) commence à devenir encombrante, et donc, malgré ses défauts, pertinente.**

Mise en place il y a juste dix ans (1<sup>er</sup> mars 2003), la CPI recueille l'héritage des précédents tribunaux ad hoc qui arrivent bientôt à échéance, l'ex-Yougoslavie (créé en 1993), le Rwanda (1994), la Sierra Leone (le Cambodge est un cas à part). Elle est l'instance unique et incontournable d'une justice internationale devenue indépendante qui est en train de gagner non sans mal ses lettres de noblesse. Même si sa compétence n'est reconnue que par 122 des 191 États au monde, avec les plus grands absents (États-Unis, Chine, Russie, Inde, Israël, la plupart des pays arabes), elle s'affirme comme un acteur à part entière du jeu politique. Sa relation au Conseil de Sécurité (qui a droit de saisine, non exclusive) ainsi qu'à l'Assemblée générale des Nations Unies (l'Assemblée des États membres élit juges et procureurs) n'en fait pourtant pas un organe subsidiaire de l'ONU. On s'aperçoit de plus en plus que la Cour devient une instance internationale en son nom propre. Et la peur de s'installer partout : « *si tu n'es pas sage, on t'emmènera à La Haye* » devient un leitmotiv des mères à leurs enfants dans le plus petit village de la brousse africaine. La Haye devient un lieu imaginaire universel, un mythe mondialisé, une moderne épée de Damoclès.

Vue lors de sa création comme un dispositif anti-

américain, anti-Bush, anti-Guantanamo (on n'excluait pas un débarquement militaire américain sur les côtes néerlandaises pour libérer un soldat américain d'Irak ou d'Afghanistan indûment inculpé par la CPI), la Cour est accusée dix ans plus tard d'être un instrument de recolonisation de l'Afrique par les Occidentaux, une sorte de bras armé de la Commission européenne (qui la finançait à 75 % jusqu'à l'arrivée du Japon, et désormais à 60 %, pour un budget de cent millions d'euros par an soit un milliard en dix ans). Les inculpations successives des présidents soudanais Al-Bashir, kenyan Uhuru Kenyatta, et ivoirien Laurent Gbagbo, en feraient foi. La France notamment sera vraisemblablement mise sur le gril au cours d'un procès Gbagbo.

On oublie que la Cour n'intervient que par défaut des justices nationales ou à la demande des États-membres. Bien d'autres chefs d'État, déchus, sont aujourd'hui dans le box des accusés dans leurs pays respectifs : l'Égyptien Moubarak, et en Amérique latine, outre le président Fujimori du Pérou qui purge une longue peine, et les dictateurs argentin et chilien, c'est le tour du général Rias Montt au Guatemala, procès ouvert le 19 mars. Le Tchadien Hissène Habré doit comparaître sous peu devant un tribunal spécial au Sénégal.

La France s'est mise peu à peu au goût du jour avec la création d'un pôle spécialisé

crimes contre l'humanité et génocide au tribunal de Paris (au lieu que les affaires étaient dispersées entre les tribunaux selon la résidence des accusés) et la mise en conformité de son droit pénal avec les procédures de la CPI (loi de 2010, sept ans après la mise en place de la Cour, modifiée par la proposition de loi Sueur adoptée le 26 février 2013 par le Sénat qui fait sauter trois des quatre verrous ; elle permet d'appréhender des inculpés étrangers de passage et non seulement résidents, mais maintient prudemment le monopole de la poursuite au Parquet). Du coup, plusieurs affaires de présumés génocidaires rwandais vivant sur le sol français ont subitement reçu un coup d'accélérateur.

Il ne faut pas négliger les accusations idéologiques de politisation de la justice internationale en matière de crimes contre l'humanité, crimes de guerre et génocide, même instruite et rendue par des tribunaux nationaux. Il y a la doctrine et il y a la jurisprudence. Les relations diplomatiques et la situation intérieure de certains pays risquent parfois d'en être compliquées. Les élections du 4 mars au Kenya, sous l'empire de la CPI, en sont l'illustration : transparentes et pacifiques mais victoire aux inculpés ! Il n'en reste pas moins que tout ceci va dans la bonne direction : l'État de droit en dehors de quoi il n'est que *brigandage*.

**Yves LA MARCK**

N. B. - Suite à ma *Lettre de motivation* adressée à la procureur(e) général(e) de la CPI, la gambienne Fatou Bensouda (*Royaliste* n°1003, page 5), c'est finalement un Canadien anglais bilingue qui a obtenu le poste convoité de procureur général adjoint (16 septembre 2012).

## BRÈVES

♦ **ROUMANIE** – Selon un sondage de l'institut INSCOP, commandé par le quotidien *Adevărul* (*La Vérité*), devant l'éventualité d'une modification constitutionnelle 35,3 % des Roumains se déclarent en faveur d'une République présidentielle, 17,7 % pour la monarchie, 13,2 % pour une République parlementaire, 12,9 % pour un régime semi-présidentiel et 20,8 % ne se prononcent pas. Il est à noter que contrairement à 1990 où c'étaient essentiellement des personnes âgées qui soutenaient la monarchie, c'est maintenant dans la tranche d'âge 18-35 ans qu'elle rencontre le plus de faveur.

♦ **PAYS BAS** – Dans son premier entretien télévisé depuis l'annonce de la date d'abdication de sa mère la reine Beatrix (âgée de 75 ans) le 30 avril prochain, Guillaume-Alexandre, prince d'Orange (âgé de 45 ans) a défini la conception de son rôle comme futur monarque. « *Je veux être avant tout un roi qui s'inscrit dans la tradition, je veux poursuivre dans la tradition de mes prédécesseurs : c'est ce qui représente la continuité et la stabilité de ce pays* » mais « *je veux aussi être un roi du XXI<sup>e</sup> siècle qui peut rassembler, représenter et encourager la société* » a-t-il ajouté précisant qu'il n'était pas « *un fétichiste du protocole* ». Interrogé sur l'éventuelle future limitation des pouvoirs du souverain à un rôle purement cérémoniel le prince a répondu : « *si cela résulte d'un processus législatif qui se déroule de manière démocratique et conformément à la constitution, alors j'accepte tout* ». Propos salués par les commentateurs qui ont estimé que tout autre réponse aurait été « *une erreur constitutionnelle* ».

♦ **ESPAGNE** – En dépit des rumeurs persistantes qui affirment que le gouvernement se prépare à une abdication de Juan Carlos en faveur de son fils, le porte-parole de la Maison royale dément formellement l'information, affirmant que la seule chose actuellement en discussion entre le roi et le gouvernement est l'élaboration de la loi sur la transparence pour voir comment le chef de l'État sera intégré dans la nouvelle norme.

De son côté, le ministre de la Justice, Alberto Ruiz-Gallardón, a nié que le gouvernement travaille sur une loi pour mettre en œuvre l'article 57 de la Constitution espagnole qui donne les règles de la succession au trône.

♦ **SERBIE** – En parallèle aux négociations entre les gouvernements de Serbie et du Kosovo pour normaliser leurs relations diplomatiques le prince héritier Alexandre II de Yougoslavie a déclaré : « *Les nations qui ne sont pas déterminées à garantir les mêmes droits à tous leurs citoyens, et qui démontrent un manque de respect de soi dans cette affaire, ne peuvent pas s'attendre à être respecté par tout le monde. Des décisions difficiles d'importance nationale exigent le consensus le plus large et autant de temps que nécessaire pour qu'il soit atteint.* »

# L'argent fou

**S**ociologues, anciens directeurs de recherche au CNRS, Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon ont publié plusieurs ouvrages de référence sur la classe fortunée. Ces enquêtes dans le milieu dominant leur ont permis de désigner Nicolas Sarkozy comme *président des riches* dans un livre qui a eu un fort retentissement. Malgré la défaite de la droite depuis un an, l'aristocratie financière exerce toujours la réalité du pouvoir et les dirigeants socialistes ne font rien pour maîtriser la folle circulation de l'argent dans le monde...

Chère Monique, cher Michel,

Avec grand plaisir, je fais une nouvelle fois écho aux discussions de nos *Mercredis* parisiens, où vous venez présenter vos livres. Il y a deux ans, j'avais évoqué et discuté votre analyse du sarkozysme (1) qu'il vous a fallu prolonger par un nouvel ouvrage. (2) Dure nécessité à laquelle vous étiez préparés puisque vous constatiez, comme nous, que les dirigeants socialistes, acquis à l'idéologie dominante, n'avaient pas la volonté d'abattre les citadelles de l'aristocratie financière. Ceci malgré la déclaration martiale du Bourget sur le **monde de la finance** qui figure maintenant parmi les pièces du procès en reddition intenté à juste titre à François Hollande et au gouvernement.

Le socialisme n'est rien si ses représentants, lorsqu'ils exercent le pouvoir, ne prennent pas tous les moyens nécessaires à une juste répartition des richesses. Hélas, en apportant leur concours à la dérégulation financière et aux privatisations, les socialistes, de Pierre Bérégovoy à Lionel Jospin, portent une lourde responsabilité dans la croissance inouïe des inégalités. Vous le dites : « des millions d'euros pour les uns alors que le

revenu médian est de 1 600 euros par UC [unité de consommation] pour l'ensemble des ménages. » Mieux, vous nous permettez de saisir l'état d'esprit de l'aristocratie financière. Elle n'est pas sans nom, ni sans visage, contrairement à ce que proclamait François Hollande au Bourget. Au contraire, la famille Bettencourt, Ernest-Antoine Seillière ou François Pinault sont des personnages du spectacle télévisé. Mais ils forment une société close, que les citoyens ordinaires ne peuvent pénétrer sauf marginalement, s'ils font partie des serviteurs. Votre connaissance de ces aristocrates fortunés, qui ont accepté vos investigations sociologiques, nous est donc très précieuse.

Que pensent-ils, les *riches* que vous appelez ainsi pour leur renvoyer le mépris plus ou moins courtois qu'ils portent à la commune humanité ? Rien qui nous permette d'espérer un changement d'attitude. Ils héritent sans état d'âme, l'état de possédant leur paraît naturel dans un système capitaliste qui ne le serait pas moins. Ils sont donc de bonne foi puisqu'ils ont foi en une **nature des choses** qui les place au sommet de l'Olympe - mais ils sont en même temps d'un parfait cynisme lorsqu'un habile montage financier leur permet d'échapper à l'impôt et de placer le produit de la

fraude dans un paradis fiscal. Tout cela se fait, à quelques exceptions près, sans le moindre sentiment de culpabilité : « l'argent définit la position sociale des uns et des autres, mais il détermine aussi les usages qu'il convient d'en faire. Les riches vivent entre eux, et ce, à l'échelle de la planète. Ce qui fait qu'ils ne culpabilisent pas de gagner en une année de multiples vies de SMIC, cette réalité étant trop éloignée de leur quotidien pour les affecter. Ils sont effectivement pris dans une concurrence qui ne se mesure pas par un écart absolu avec les pauvres, mais par un écart relatif avec les membres de leur classe. »

Cette classe tout entière concentrée sur la défense de ses intérêts est une classe mobilisée pour perpétuer sa domination. Elle agit selon des stratégies très élaborées qui intègrent le mécénat et des actions caritatives conçues sous l'angle de la sélection des meilleurs : on ne quitte jamais le monde de la concurrence, qui laisse sur le carreau les malchanceux et les faibles. Ces opérations n'atténuent en rien la guerre de classes. Elle fait d'autant plus rage que les élites fortunées ont coupé ou sont en train de couper leurs liens avec la nation pour aller vivre dans telle ou telle capitale occidentale. Elles sont donc de plus en plus difficiles à atteindre.

La classe dominante a-t-elle de surcroît gagné la guerre psychologique contre la majorité de la population ? Cela prête à discussion. Selon vous, « l'argent comme valeur est devenu une norme sociale extrêmement coercitive, et aujourd'hui, aucun individu en France, fût-il de la classe moyenne ou modeste, ne peut échapper à l'injonction de faire mieux pour s'enrichir. » Il y a en fait une double injonction : gagner plus pour acheter ce dont nous avons besoin ou

envie, mais en même temps se sacrifier pour payer les dettes de l'État et des banques et accepter la **modération salariale** pour assurer la bonne marche de l'entreprise. Nous savons que l'*injonction paradoxale* est littéralement affolante. De nombreux Français mais surtout des Américains, des Anglais, des Espagnols ont pu y échapper par le recours au crédit mais la crise des *subprimes* a marqué la fin d'une époque : aujourd'hui, l'argent reste une valeur mais il devient de plus en plus difficile d'en gagner et d'en emprunter lorsqu'on est salarié.

Depuis le tournant de la rigueur, voici trente ans, le bien-être n'est plus l'objectif de la politique économique et sociale et les mesures d'austérité nous font quitter la **société de consommation** et perdre de vue la **civilisation des loisirs**. Les Grecs nous précèdent sur la pente fatale puisqu'ils voient dépérir, à leurs dépens, un capitalisme d'autant plus prédateur qu'il se sent lui-même menacé. Partout en Europe de l'Ouest, c'est la même impasse : les patrons veulent vendre leurs produits pour faire du profit mais les consommateurs n'ont plus les moyens d'acheter ; tous les pays sont sommés d'exporter pour soutenir l'activité mais le pouvoir d'achat se restreint...

Comment s'en sortir ? Je voudrais d'abord vous présenter un constat. À supposer qu'elle ait un plan d'ensemble pour le contrôle des esprits, l'oligarchie a subi une déroute idéologique dont elle n'a pas conscience parce qu'elle méprise absolument les idées. Le **Non** au référendum de 2005 a été sa première défaite stratégique qu'elle a compensée par des succès tactiques - par exemple lors de la bataille de 2010 sur les retraites malgré les millions de manifestants rassemblés. En France et dans l'Union européenne, tous les pouvoirs restent entre les mains des oligarques mais l'idéologie ultra-libérale qui enrobait leur domination est morte en 2007-2008. Le système économique ne survit qu'en violant chaque jour ses prétendues lois.

**Il faut maintenant gagner la bataille politique**, ce qui suppose un projet de redressement économique et de progrès social. Vous en présentez des éléments majeurs : nationalisation des banques, révolution fiscale, contrôle des mouvements financiers... mais vous négligez l'enjeu monétaire qui est décisif. Cela tient au fait que vous ne distinguez pas avec une netteté suffisante, me semble-t-il, entre la finance et la monnaie. Bien sûr, la monnaie, c'est de l'argent qui circule, qui est investi, qui s'accumule, qui se thésaurise : face aux injustices qu'engendre cette circulation non contrôlée, il faut effectivement proposer une politique financière - le contrôle de la circulation des capitaux - et une politique fiscale. Mais la monnaie c'est avant tout



l'acte d'un pouvoir souverain qui peut créer de la monnaie sans établir une relation avec un stock de métal et qui peut, tout aussi souverainement, faire varier la valeur de sa monnaie par rapport aux autres monnaies.

Il faut donc présenter aux citoyens une nouvelle politique monétaire, en montrant qu'elle doit précéder toutes les autres décisions. Pourquoi ? Parce que nous sommes dans la zone euro, ce qui nous a fait perdre toute capacité de décision quant à la création de monnaie et quant à la valeur relative de cette monnaie. Créer de la monnaie, cela permet de résoudre le problème de la dette publique sans demander de sacrifices à la population. Dévaluer la monnaie, cela permet de stimuler les exportations sans réduire les salaires. Et un taux modéré d'inflation permet à la population de rembourser plus facilement ses dettes dès lors que les salaires sont indexés sur la hausse des prix : on voit dans l'histoire que l'inflation permet aux forces sociales montantes de s'affranchir de la tutelle des possédants.

Toutes ces opérations de création monétaire, de dévaluation et d'inflation sont possibles à une condition : l'État doit disposer de la souveraineté monétaire. La monnaie n'est que le moyen de la politique économique et sociale - mais ce moyen est indispensable. C'est pourquoi il faut prendre la décision politique de quitter la zone euro : elle est sous la direction de l'oligarchie allemande qui impose, dans son seul intérêt, une monnaie **forte** et une déflation sans fin. L'euro, c'est aussi l'instrument d'une stratégie de classe qui s'exerce, vous le savez, contre de larges fractions de la population allemande.

Ces remarques pourraient être considérées comme une profession de foi nationaliste. Au contraire ! Les oligarchies nationales composent une oligarchie européenne dont tous les peuples d'Europe doivent se délivrer, à commencer par ceux qui sont dans la zone euro. Les Indignés espagnols, les syndicats et les partis contestataires de Grèce, d'Espagne, du Portugal et de France ont perdu des batailles parce qu'ils ne visaient pas le point central du système. **Faites l'expérience** : ce ne sont pas les diatribes anticapitalistes qui font hurler les experts patentés et les journalistes de cour mais la dénonciation de la prétendue *monnaie unique*.

Il faut montrer sans relâche à nos concitoyens que la sortie de l'euro est urgente. Il faut inciter nos amis grecs, espagnols, portugais et italiens à se mobiliser contre le système monétaire qui est en train de les détruire. L'austérité est un échec, l'euro est en crise, la défaite de Mario Monti en Italie doit engendrer celle de Mario Draghi à la Banque centrale européenne. L'adversaire faiblit. Ce n'est pas le moment de disperser ses coups.

**Bertrand RENOUVIN**

📖 (1) Michel Pinçon & Monique Pinçon-Charlot - « *Le président des riches, Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy* », Zones, 2010. 16 € [Achat immédiat](#)

[Cf. le numéro 978 de Royaliste.](#)

📖 (2) Michel Pinçon & Monique Pinçon-Charlot - « *L'argent sans foi ni loi, Conversation avec Régis Meyran* », Textuel, 2012, prix franco : 13 €. Sauf indication contraire, toutes les citations sont tirées de ce livre. [Achat immédiat](#)

# Le dernier shah

**Ancien recteur des Université de Shiraz et de Téhéran puis ministre du dernier shah, Houchang Nahavandi s'est associé à Yves Bonati, spécialiste des civilisations orientales, pour expliquer dans une très complète biographie du dernier shah <sup>(1)</sup> les succès et les échecs des Pahlavi, jusqu'à l'effondrement final.**

**C**ouronné shah en 1794, le premier des Qâdjârs fut assassiné trois ans plus tard et sa dynastie fut confrontée à une modernité qu'elle ne sut pas acclimater et elle eut à subir les pressions diplomatiques et militaires des Russes et des Britanniques. Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, la vieille Perse perdit des territoires, connut maintes séditions et assassinats d'hommes d'État...

Sous l'égide du shah Mozaffar-ol-Din, la monarchie de droit divin est remplacée en 1906 par une Constitution inspirée par celle de la Belgique - incontestable progrès - mais la Première Guerre mondiale entraîne l'occupation de la Perse par les Russes, les Anglais et les Ottomans. Sous domination anglaise et menacé par les Bolcheviks, le pays est dans une situation chaotique. C'est alors que le général de la Division cosaque, Réza Khan, prend le pouvoir à Téhéran le 23 février 1921, rétablit la démocratie parlementaire, devient Premier ministre puis choisit d'être couronné en décembre 1925 sur la suggestion du clergé. Avant comme après l'instauration de cette nouvelle monarchie, le premier des Pahlavi se fait apprécier par sa volonté de développer le pays dans tous les domaines afin qu'il puisse re-

trouver sa puissance et son indépendance - d'où de violents affrontements avec les Britanniques sur le pétrole.

Né en 1919, son fils Mohammad Réza Pahlavi est très tôt associé à l'œuvre du fondateur de la nouvelle dynastie, en reçoit la forte marque et lui succèdera après avoir reçu une excellente éducation qui lui a permis de connaître et d'apprécier le monde extérieur. La transmission du pouvoir s'effectue en 1941, dans une période très périlleuse pour l'Iran. Face à la progression allemande en Russie, les troupes britanniques envahissent le territoire iranien au sud et au sud-ouest tandis que l'Armée rouge conquiert le nord. Les Alliés exigent l'abdication de Réza shah et le Premier ministre Mohammad Ali Foroughi parvient à faire reconnaître son fils par la Chambre des députés. Il faudra que le nouveau shah lutte longuement pour que les Anglais et les Soviétiques - ces derniers veulent faire main basse sur l'Azerbaïdjan iranien au lendemain de la guerre - en viennent à admettre l'indépendance du pays.

La violence des interventions étrangères dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle explique la passion de la grandeur nationale qui habita Mohammad Réza Pahlavi. De-

venu une célébrité mondiale à cause de ses mariages avec Soraya puis Farah Diba, le shah fut un grand réformateur, l'auteur de la Révolution blanche et ce chef d'État partout respecté qui fit de l'Iran une grande puissance. Houchang Nahavandi et Yves Bonati montrent que le monarque fut servi par de grands hommes - Ahmad Ghavam, le docteur Mossadegh, démis sur pression américaine et contre lequel le shah s'est acharné - qui furent utilisés avec méfiance et brutalement remerciés comme si le roi avait des doutes sur sa légitimité.

Riche de mille détails et très nuancé, le portrait du shah se situe au-delà de la glorification et du dénigrement. Toutes les pièces du procès intenté par les oppositions intérieures et par la gauche occidentale sont examinées - notamment les méthodes de la Savak <sup>(2)</sup> - mais c'est la marche vers l'échec qui retient tout particulièrement l'attention. Cet échec est d'autant plus impressionnant que le dernier shah est un homme intelligent, très cultivé, passionnément attaché - il faut y insister - à son pays et à son peuple.

Après le procès de Mossadegh et la destitution du général Zahédi - autre serviteur loyal qui meurt en exil - c'est une monarchie autori-

taire qui s'installe dans le respect des formes constitutionnelles. L'Iran se modernise rapidement, la Révolution blanche porte bien son nom puisqu'elle redistribue les terres, nationalise les forêts, institue l'égalité des droits politiques entre hommes et femmes, la participation des ouvriers aux bénéfices des entreprises... mais les transformations sociales font naître de nouvelles revendications dont le shah ne tient pas compte.

La Savak réprime l'agitation estudiantine sans l'anéantir, les partis créés à l'initiative du monarque ne remplissent pas leur fonction démocratique, la Révolution blanche provoque la fureur du clergé, la révolte de tribus et le scepticisme des gens du bazar. L'immense succès du référendum de janvier 1963 incite le shah à penser qu'il a définitivement vaincu les féodaux et le clergé réactionnaire. Il s'isole, laisse faire sa sœur la princesse Ashraf qui aime autant les hommes que le pouvoir et l'argent, tandis que la corruption se développe. En 1971, les fêtes de Persépolis qui rassemblent les grands du monde entier se tiennent loin du peuple et ce luxueux sommet annonce la catastrophe.

Mohammad Réza Pahlavi est « ... un homme qui a étouffé peu à peu les forces vives de son royaume, par dépit sans doute, par aveuglement peut-être, par ambition assurément. » Il se retrouve sans appuis solides et sans relais lorsque grandit la menace d'une révolution religieuse et méprise l'ayatollah Khomeini - qui bénéficie de la sympathie active du président Carter. L'exil du dernier shah sera la sanction de l'isolement volontaire qui conduit toujours à des erreurs d'appréciation, tantôt dramatiques, tantôt tragiques.

**Yves LANDEVENNEC**

 <sup>(1)</sup> Houchang Nahavandi & Yves Bonati - « **Mohammad Réza Pahlavi - Le dernier shah - 1919 - 1980** », Éd. Perrin, 2012, p r i x Achat immédiat ! franco : 28 €.

<sup>(2)</sup> Organisation de renseignement et de sécurité.

# Flaubert, miroir de son siècle

**G**ustave Flaubert, quel personnage, quel écrivain, quel témoin de son temps ! Qu'il ait retenu l'attention d'un historien comme Michel Winock, étonne d'autant moins que ce dernier explique qu'il a bifurqué des lettres à l'histoire durant ses études et qu'il avait rédigé un mémoire de maîtrise sur *Flaubert historien de son temps*.

L'œuvre du romancier ne consiste-t-elle pas dans une sorte de tableau des mœurs du XIX<sup>e</sup> siècle, selon des modalités très différentes de Balzac mais tout aussi sociologiquement et psychologiquement pertinentes. C'est le génie, évidemment qui justifie l'intérêt admiratif que les lecteurs éprouvent toujours à se plonger dans *Madame Bovary* et *L'éducation sentimentale*. Un génie qui se rapporte à une personnalité singulière et déroutante. Celle qui fascinait un Jean-Paul Sartre. Les biographes de l'auteur de *L'Idiot de la famille*, cette *hénaurme* analyse du cas Flaubert, ont fait remarquer qu'au moment où l'on croit Sartre absorbé par le mouvement de 68 et les péripéties du maoïsme étudiant, il vit complètement ailleurs, à Rouen et à Croisset, mais surtout dans la peau de ce satané Gustave, dont il voudrait faire son contraire. Michel Winock n'a pas le même genre d'intérêt, même si le personnage lui importe au plus haut degré et s'il n'est indifférent à aucune des facettes de son caractère. Ce qui lui importe d'abord, c'est la façon dont l'écrivain rend compte de l'évolution d'une société, notamment à travers la montée de la bourgeoisie, dont l'avènement correspond à la monarchie de Juillet.

Au passage, j'ai été frappé par tout ce que Winock rapporte des relations de Flaubert et de George Sand. Pour qui est allergique à la bonne dame de Nohant, c'est l'occasion non seulement de découvrir des qualités de cœur étonnantes mais aussi un jugement éclairé qui laisse pantois. Alors que la critique a généralement très mal reçu *L'éducation sentimentale*, éreintée presque partout, elle va à l'essentiel : « *Entre ce qui est épuisé et ce qui n'est pas encore développé, il y a un mal inconnu, qui pèse de diverses manières sur toutes les existences, qui détériore les aptitudes et fait tourner au mal ce qui aurait pu être le bien ; qui fait avorter les grandes comme les petites ambitions, qui use, trahit, fait tout dévier, et finit par anéantir les moins mauvais dans l'égoïsme inoffensif. C'est la fin de l'aspiration romantique de 1840, se brisant aux réalités bourgeoises, aux roueries de la spéculation, aux facilités menteuses de la vie terre à terre, aux difficultés du travail et de la lutte.* » George Sand dévoilait sans doute ainsi sa propre évolution de révolutionnaire idéaliste répudiant presque ses illusions lyriques. Son amitié, qui nous vaut une si belle correspondance entre Croisset et Nohant, ne met que mieux en valeur, au-delà des oppositions de tempérament, « *les incertitudes du siècle qui a suivi la révolution, devant la lente formation entrecoupée de convulsions sociales et politiques de la société démocratique.* » Sand est du côté des aspirations égalitaires de cette société, Flaubert leur est farouchement opposé. Il ne supporte pas le suffrage universel, la démocratie et en général le mouvement du siècle. Anti-

moderne si l'on veut, mais pas du tout au sens de l'école contre-révolutionnaire. Il n'aime pas la monarchie, il exècre le cléricalisme. Politiquement, il est hors système. Son choix se porterait vers une sorte d'aristocratie positiviste, ce qu'il appelle le *gouvernement des Mandarins*.

Mais il juge son temps, toujours en décalage, y compris à l'égard de lui-même. Ce qu'il a toujours traqué, c'est la pesante bêtise de *Monsieur Prudhomme*, c'est à dire du bourgeois bêtifiant et cupide, dont il repousse avec mépris le modèle, tout en sachant que c'est aussi lui-même. D'où cette étonnante déclaration tirée de sa correspondance, qui compte autant que ses livres : « *89 a démolé la royauté et la noblesse, 48 la bourgeoisie et 51 le peuple. Il n'y a plus rien, qu'une tourbe canaille et imbécile - nous sommes tous enfoncés au même niveau dans une médiocrité commune. L'égalité sociale a passé dans l'Esprit. On fait des livres pour tout le monde, de la science pour tout le monde, comme on construit des chemins de fer et des chauffoirs publics. L'humanité a la rage de l'abaissement moral. Et je lui en veux, de ce que je fais partie d'elle.* » Incurable misanthropie qui ne va pas pourtant

jusqu'au nihilisme. Le romancier de *Madame Bovary* est impitoyable pour signifier l'échec du romantisme, mais il y a aussi chez lui un esthétisme assez radical, qui le fait aspirer à un idéal littéraire d'une suprême exigence et aussi à un désir d'absolu impossible. N'est-ce pas cet hypocondriaque qui déclarait : « *On n'est bien que dans l'Absolu. Tenons-nous-y. Grimpons-y.* »

Flaubert est déconcertant de contradictions. Cela est vrai dans tous les domaines. Il peut être, en privé, d'une grossièreté de soudard à l'égard des femmes, tout en cultivant une sensibilité fleur bleue. Sa célèbre formule « *Madame Bovary, c'est moi* » n'a rien d'arbitraire, même si elle est plus qu'ambivalente. Julien Gracq remarquait, à propos du roman, que son auteur n'est nullement du côté de la placidité bovine du village normand sévèrement décrit. Il bascule même du côté de son héroïne.

« *L'enlèvement naturel à Flaubert, à n'être cette fois pas consenti, retrouve, avec un contrepoids tout son potentiel poétique.* » Le bovarysme ne serait pas seulement une maladie, il pourrait inspirer des sentiments de révolte salutaire ? Oui, mais pour quel improbable projet ? Je crois découvrir un certain gnosticisme du côté de *La tentation de saint Antoine*, où le désir forcené se convertit en haine du corps et de la finitude.

Cette contradiction se retrouve en politique. Antiprogessiste, l'ami de George Sand finit par admettre, dans un sens très tocquevillien, l'inévitable évolution démocratique. Il en regrette l'égalitarisme niveleur, constatant l'impossibilité, comme le remarque Mona Ozouf, d'existence de héros dans une société désormais sans surplomb. Et par ailleurs, il se résigne à la République conservatrice de M. Thiers, mais justement parce qu'elle est désormais la garantie de l'ordre : « *Son manque d'élévation est peut-être une garantie de solidité. C'est la première fois que nous vivons sous un gouvernement qui n'a pas de principe. L'ère du positivisme en politique va commencer.* » On irait vers un régime tranquille, idéologiquement discret et socialement modéré, tout en étant laïque. « *La République sera conservatrice ou ne sera pas.* » Qu'importe que le *sauveur de la patrie* ait été l'expression même de la médiocrité bourgeoise, à l'inverse du réactionnaire Maurras, qui toujours exécuta le *gnome sanglant*, exécuteur des communards, Gustave Flaubert se joint à l'immense cortège funéraire de celui qui représente le moindre mal. Ce très *mince républicain* était un rallié de la dernière heure. Michel Winock nous rend un grand service, en le restituant à son destin décalé.

■ Michel Winock - « *Flaubert* », Biographies, NRF, Gallimard, prix franco : 27 €.

 Achat immédiat

# 32<sup>e</sup> Congrès de la Nouvelle Action royaliste

Nous publions ici les textes qui ont été adoptés lors du 32<sup>e</sup> Congrès de la NAR qui s'est tenu à Paris les 13 et 14 avril dernier. Ces textes sont également disponibles sur notre site internet <http://www.narinfo.fr>

## Déclaration de politique générale

La Nouvelle Action royaliste avait appelé à voter pour François Hollande afin que la France soit délivrée de l'autocratie et pour ne pas laisser passer la moindre chance d'une sortie de crise. Après la période électorale, les socialistes se sont trouvés en position de force puisque la gauche est majoritaire dans les deux Assemblées. Le Premier ministre et son gouvernement pouvaient donc agir avec détermination et le président de la République pouvait prendre en charge l'essentiel. Ces possibilités ont été ignorées.

Le président de la République s'est laissé emporter par la logique du quinquennat et parle comme un chef de gouvernement, dans l'oubli de sa fonction arbitrale. Garant constitutionnel de l'indépendance nationale, il a cependant entériné le retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan. Le pacte budgétaire n'a pas été renégocié et un illusoire pacte de croissance a couvert le vote de soumission du Parlement français. Faute d'avoir admis que le libre échange et le carcan de l'euro étaient les causes principales de la crise française et européenne, les nouveaux dirigeants du pays ont persévéré dans l'ultra-libéralisme : le projet de réforme fiscale a été enterré, les banques sont laissées libres de spéculer ; le principe absurde de l'é-

quilibre budgétaire conduit à la récession économique ; la transposition dans une loi de l'accord interprofessionnel de janvier 2013 va accroître l'insécurité sociale. L'érosion voulue du pouvoir d'achat des salariés et des retraités et la baisse de la consommation qui s'ensuit vont aggraver la crise sociale et la situation économique.

Les dirigeants socialistes ont cru qu'une grande réforme « sociétale » compenserait les effets sociaux de l'austérité. La loi Taubira, conçue au mépris des dangers qu'elle recèle dans l'ordre de la filiation, a créé une division profonde entre les Français et accroît le trouble identitaire qu'éprouvent de nombreux citoyens victimes de la désindustrialisation, de la marginalisation géographique et confrontés à l'ethnisation de certains quartiers.

Ceux qui ont pris la charge de l'État et les dirigeants des principales forces politiques devraient présenter des solutions à la crise économique, à la crise sociale et à la crise identitaire. Or la crise politique est à son comble. Elle résulte de la dérive oligarchique qui étouffe la vie démocratique. Elle résulte de la corruption et de l'incivisme des membres de cette oligarchie. Alors que le divorce entre cette oligarchie et de larges composantes du peuple français s'aggrave d'année en année, les deux

principaux mouvements contestataires présentent de fausses alternatives. Le Front national ne peut rassembler le peuple du fait de sa propagande agressive à l'égard de certains citoyens français et il ne peut prétendre restaurer le rang de la France dans le monde en raison de sa xénophobie. Le Front de gauche ne peut rassembler les patriotes en raison de son indifférence à la nation et il ne peut proposer une sortie de crise crédible en raison de son européisme et de sa croyance en l'euro.

Un nouveau projet politique pour l'ensemble de la nation est possible et il a déjà été en partie formulé – mais sans trouver pour le moment une organisation politique pour le présenter et un homme d'État pour l'incarner. Soucieuse d'apporter sa contribution à ce projet, la Nouvelle Action royaliste affirme la nécessité de :

- renforcer l'unité nationale par une remise en ordre des institutions de la V<sup>e</sup> République, par une redéfinition des structures décentralisées, par le renouvellement du pacte social.
- rompre avec l'Otan et renforcer la Défense nationale par le financement prioritaire de toutes les armes dont la France a besoin pour assurer la protection du territoire national, la surveillance du domaine maritime et les interven-

tions extérieures qui seront nécessaires – telle l'intervention de notre armée au Mali.

Elle rappelle que, par delà tout ce qui pourra être tenté en matière de moralisation de la vie politique, il est indispensable de :

- sortir de la zone euro dans la concertation avec les nations qui sont victimes de la domination allemande et des mesures de déflation que Berlin impose avec la complicité de leur gouvernement respectif ;

- dévaluer la nouvelle monnaie nationale, rembourser la dette publique et relancer l'économie par la création monétaire ;

- nationaliser le crédit afin d'assurer le financement de l'économie et le progrès social ;

- contrôler strictement la circulation des capitaux ;

- assurer la protection de l'économie nationale par des mesures tarifaires et non tarifaires ;

- mettre en œuvre la planification souple de l'économie ;

- réorganiser le continent européen selon le principe d'une confédération d'États souverains.

La Nouvelle Action royaliste espère une recomposition des forces politiques à laquelle elle souhaite activement participer. ■

## La politique militaire de la France

Pour la France comme pour l'Europe continentale, la guerre est au XXI<sup>e</sup> siècle une éventualité redoutable. L'affronter implique une grande rigueur dans la conception, les objectifs et la conduite des opérations militaires. Or, depuis la fin de la Guerre froide, le pacifisme, le discours humanitaire, les campagnes menées par les États-Unis contre la République de Yougoslavie en 1999, contre l'Irak en 2003 et en Afghanistan depuis 2001 ont créé dans l'oligarchie et dans les médias des attitudes aussi confuses que dangereuses : on croit que la guerre épargnera désormais l'Union européenne ; on se vante de mener à l'extérieur du continent des guerres morales ; on s'imprègne, sous l'égide de l'Otan, de l'idéologie et de la pratique américaines de la guerre.

Nation belliqueuse, mobilisée par une incessante propagande militariste, les États-Unis cultivent un messianisme qui transforme la guerre en une lutte du Bien contre le Mal, laquelle implique la destruction totale de l'adversaire. Cette idéologie religieuse fondatrice, radicalement antipolitique, conduit le gouvernement américain à ne pas in-

tervenir dans le déroulement des opérations militaires, laissées à l'initiative des généraux.

Dans la tradition européenne, la France conçoit la guerre comme un moment de la politique continuée par le moyen militaire. La finalité n'est jamais la destruction totale de l'ennemi mais le retour à la paix par la recomposition équilibrée des puissances dans le concert des nations. Cette conception s'est perdue en Europe ; elle doit prévaloir dans notre pays qui voit ses responsabilités augmenter au fur et à mesure que ses partenaires européens réduisent leurs forces armées et s'en remettent aux États-Unis pour assurer leur défense.

La France bénéficie quant à elle d'une force nationale de dissuasion qui assure son indépendance et elle dispose de forces conventionnelles qui ont démontré leurs capacités dans les récents conflits. La défense du territoire national par tous les moyens disponibles doit rester la priorité mais il faut aussi préparer, dans la perspective d'une réorganisation complète de l'Union européenne, un système continental de sécurité

collective. Cette politique implique :

- que la France donne l'exemple en quittant l'Otan et en dénonçant le bouclier antimissile qui nie l'efficacité de la dissuasion nucléaire, maintient l'Europe de l'Ouest dans la dépendance américaine, divise à nouveau le continent entre Est et Ouest ;

- que la France développe sa dissuasion nucléaire, son industrie d'armement et renforce l'ensemble de son dispositif militaire afin qu'elle puisse affronter, seule ou avec des alliés, tous les types de conflits, assurer la protection des 11 millions de km<sup>2</sup> de son domaine maritime et mieux assurer les tâches décisives du renseignement ;

- que la France participe activement à la lutte contre les trafiquants de drogue, associés dans certains secteurs aux groupes islamistes, par le renforcement des capacités d'interception du trafic de drogue venant d'Amérique latine, par la participation de nos soldats à la protection de l'Asie centrale en coopération avec les gouvernements locaux et les troupes russes ;

- que la France fasse un effort de prévention des risques liés à la dissémination nucléaire, d'anticipation des conflits et des risques de déstabilisation des États afin de préparer, avec les acteurs locaux et sans négliger ses propres intérêts, les solutions politiques susceptibles d'empêcher des affrontements ou d'y mettre fin. Cela afin d'éviter les emballements aux conséquences négatives (au Kosovo) et les improvisations qui ont marqué la guerre en Libye. Lorsque la constitution d'un gouvernement provisoire apparaît nécessaire, afin qu'il offre toutes les garanties démocratiques possibles, il importe que des relations approfondies aient été préalablement nouées avec les forces d'opposition ;

- que la diplomatie française fixe des principes cohérents et donne à l'Armée le cadre qui lui permette d'assurer la protection des populations menacées de génocide, de massacres, de nettoyage ethnique dans les pays où elle est en mesure d'intervenir utilement.

La politique militaire de la France exige une augmentation importante du budget de la Défense nationale, sans que la règle absurde et malfaisante de l'équilibre budgétaire puisse entrer en ligne de compte. ■

## Restaurer l'unité nationale

L'unité nationale a été incarnée par les rois qui l'ont forgée, puis symbolisée par la « République une et indivisible ». Si cette unité a connu de graves périls au cours de notre histoire, de nouvelles synthèses sont toujours venues renouveler le pacte national. L'attachement des Français à la Nation ne vient pas d'un système, mais de principes auxquels nous tenons : attachement au même territoire, volonté de vivre ensemble, respect de l'homme dans ses croyances et ses convictions, égalité sans distinction d'origines, refus des communautarismes, aspiration à la liberté qui fonde la revendication de la souveraineté, indépendance nationale...

L'unité nationale n'est pas une réalité figée. Elle n'est ni nostalgique ni conservatrice et ne se résume pas au passé qui a construit notre État. Elle suppose aussi l'aspiration à construire un avenir commun.

Elle est aujourd'hui menacée, notamment par :

- La déperdition du sens de la continuité historique et l'idéologie de la mondialisation.

- La montée de théories de la « diversité » qui prétendent distinguer les citoyens en fonction de leur origine, de leur genre ou de références individuelles.

- L'affaiblissement de l'État face aux oligarchies nationales et supranationales, sa dilution dans une Union européenne ultra-libérale qui exacerbe les régionalismes.

- Des projets incohérents de décentralisation territoriale pouvant prendre la forme d'expérimentations locales.

- Un pacte social qui se défait, sous les assauts conjugués du patronat et de gouvernements qui remettent en cause le droit social, entraînant le creusement des inégalités et l'appauvrissement

d'une large partie de la population.

Considérant ces atouts et ces menaces, la Nouvelle Action royaliste propose :

- Une remise en ordre et une définition claire des responsabilités des différentes entités du territoire national (Métropole et Outre-Mer). Cette remise en ordre devra notamment assurer une répartition équitable des moyens et l'égalité d'accès aux services publics.

- Que l'Éducation nationale élabore des programmes permettant de revaloriser l'enseignement du français, de l'histoire, de la géographie et de l'instruction civique. La nation française est une lorsqu'elle a conscience de ce qui la constitue et de ses particularités.

- Que l'on s'inspire à nouveau des avancées sociales de la Libération et que l'on élargisse le champ d'application de la Participation pour rééquilibrer les relations sociales. L'unité nationale n'est durable

que si elle s'appuie sur la justice sociale. La Nation en est le cadre nécessaire, comme elle est celui de la démocratie.

- Que l'État assure la sauvegarde et le développement économique et social de la Nation par tous moyens, y compris la nationalisation et la planification indicative.

- Que la France recouvre sa pleine souveraineté, la maîtrise de sa monnaie et œuvre à l'émergence d'une Europe des Nations ; qu'elle reprenne sa tradition de lutte contre les hégémonies.

Dans l'attente d'un chef d'État arbitre incarnant toute l'histoire de la Nation et dans lequel chacun pourrait se reconnaître, il est nécessaire de remettre en cause les initiatives qui ont perverti les institutions de la V<sup>e</sup> République (quinquennat, concomitance des élections présidentielle et législatives...). La Nouvelle Action royaliste appelle à une recomposition politique qui exprime avec force l'unité de la Nation et rallie à ses projets la libre adhésion des Français. ■

# Un an après

**N**on, nous ne pouvons pas dire que les dirigeants socialistes ont trahi. Trahir en politique, c'est briser une fidélité, renier ses convictions. Ces mots n'ont aucun sens lorsqu'on fait carrière car il s'agit en ce cas d'exceller dans la compétition violente, de vaincre par la ruse et le mensonge, de satisfaire par tous les moyens son appétit de pouvoir.

Dès lors, pourquoi avons-nous voté pour François Hollande le 6 mai ? Qu'on nous relise : ce fut d'abord un vote de rejet. Nous avions aussi la certitude que la dignité de la fonction présidentielle serait restaurée et que les troupes françaises seraient retirées d'Afghanistan. De fait, François Hollande se tient plus correctement que son prédécesseur et le retrait militaire annoncé s'est partiellement réalisé. Nous voulions espérer que le pacte budgétaire serait renégocié mais ce mince espoir a été déçu et nous n'avons jamais cru que le « *pacte de croissance* » allait équilibrer le nouveau traité. Or ce point était capital : à partir du moment où François Hollande acceptait la « *règle d'or* » de l'équilibre budgétaire, l'alignement sur Berlin était confirmé et toutes les voies du développement économique et du progrès social étaient fermées. Plus généralement, il était clair, dès le début de l'été dernier, que nous resterions sous administration oligarchique.

L'automne et l'hiver ont apporté des précisions accablantes. Les oligarques de gauche se distinguaient naguère de leurs collègues de droite par la mise en place d'une infirmerie sociale destinée à compenser quelque peu les dégâts de l'ultra-libéra-

lisme qu'ils avaient renoncé à combattre. Maintenant, ils acceptent un surcroît de flexibilité et des accords pour baisser les salaires sans offrir de secours supplémentaires contre la paupérisation croissante. Somme toute, la rupture avec le sarkozysme est invisible dans l'ordre de la *gouvernance* économique et sociale puisque nous avons assisté à une série d'abandons – de la révolution fiscale, de la réforme bancaire, du redressement industriel (1). Le chômage



augmente et continuera d'augmenter puisque nous allons passer de la stagnation à la récession.

En annonçant un retournement de tendance pour la fin de l'année, François Hollande s'est menti à lui-même et nous a menti. Peut-être estime-t-il que ce n'est pas bien grave et qu'une bonne « *communication* » nous fera attendre avec patience l'embellie que Pierre Moscovici annonce pour 2015. En ce cas, il se trompe. Les habiletés langagières et les ruses tactiques seront inopérantes car nous avons changé d'époque. François Hollande et Jean-Marc Ayrault sont des hommes de la fin du siècle dernier qui ont cru au traité de Maastricht et à la « *monnaie*

*unique* », au triomphe de l'économie de marché et à la révolution des mœurs dans un monde dominé par les États-Unis. C'est ce passéisme qui explique leurs échecs. En s'accumulant, ils risquent de nous conduire à la crise de régime.

La modernité dans les mœurs concrétisée par le prétendu « *mariage pour tous* » ? La loi Taubira a provoqué une contestation aussi massive qu'inattendue et créé dans le pays une division qui n'est pas près de s'effacer. La gauche progressiste n'est plus accordée à l'évolution des mentalités.

La politique de rigueur ? Elle est inspirée par une idéologie qui s'est effondrée en 2007-2008 et elle est ridiculisée par les erreurs de calculs des économistes orthodoxes.

La République exemplaire ? L'affaire Cahuzac jette le soupçon sur l'ensemble de la classe politique qui est menacée par d'autres scandales.

Le Parti socialiste ? Il a perdu son dernier reste de crédit moral. Comme il renonce à assurer la protection sociale, il n'est plus en mesure de reconquérir les électeurs qui lui avaient donné la victoire.

François Hollande est seul, face à une population secouée par des colères que la crise terminale de la zone euro va faire flamber. Faute d'avoir résisté à la logique du quinquennat, il est considéré comme le véritable chef du gouvernement. Il aurait dû être l'arbitre et le recours. Il est au cœur de la cible. S'il ne s'agissait que du sort d'un incapable, nous pourrions choisir l'indifférence. C'est impossible. En toute inconscience, François Hollande met la France en très grand danger.

**Bertrand RENOUVIN**

📖 (1) Cf. Laurent Mauduit – « *L'étrange capitulation* » - Jean-Claude Gawsewitch éditeur, 2013, prix franco : 22 €

Achat immédiat